



Section de la Lozère

CAPD

du 8 septembre

Pour le **SE-UNSA**, cette rentrée est la plus mauvaise depuis de très nombreuses années !

Préparée dans un contexte budgétaire sur lequel il n'est pas nécessaire de revenir, si ce n'est pour rappeler notre opposition aux suppressions d'emplois, elle confirme malheureusement toutes les craintes exprimées l'année dernière.

Au retrait inacceptable (et injustifié) de 7 postes, il faut rajouter une accumulation de décisions unilatérales du Gouvernement et de contraintes qui ont entraîné des difficultés dans notre département, avec l'apparition d'un déficit d'une dizaine d'enseignants. L'Administration l'a d'ailleurs reconnu : l'augmentation importante du nombre de départs en retraite (effet « collatéral » d'une réforme imposée), la diminution du nombre de postes au concours et une mauvaise gestion des mutations inter-départementales sont les principales causes de cette situation. Mais le malaise grandissant chez les Personnels s'est aussi traduit par une augmentation importante des demandes de temps partiel, ce qui n'a fait que renforcer le déséquilibre déjà créé.

Le **SE-UNSA** s'interroge : quelles vont être les conséquences de cette situation sur le remplacement, sur la formation continue? Quelles vont être les répercussions sur la vie et le fonctionnement des écoles directement concernées, mais aussi sur l'ensemble des établissements ? L'avenir nous paraît bien sombre !

A ce dossier particulièrement important, il convient de rajouter les deux points suivants :

Aide administrative : Pour répondre à la hausse des chiffres du chômage, le Président de la République vient de rendre publique la création de 20 000 emplois-aidés. Cette annonce intervient alors même que dans l'Éducation Nationale, s'agissant de l'aide administrative aux Directeurs d'école, ils ont été drastiquement réduits depuis janvier.

Alors que le Ministre s'était engagé en février pour le maintien de ces emplois, suite à une précédente déclaration présidentielle, une instruction aux recteurs, datée du 4 juillet, est venue sonner le glas des emplois-aidés dédiés à l'aide administrative des Directeurs d'école. Cette situation a ouvert un conflit entre le ministère et les Directeurs d'école.

Cette décision, qui s'ajoute à la purge budgétaire subie depuis quatre ans, met à genoux les écoles maternelles et élémentaires. C'est pourquoi, en cette rentrée, le **SE-UNSA** a décidé d'appeler les Directrices et Directeurs d'école à une action de blocage administratif. Dans le même temps, il poursuit la diffusion de sa pétition « **Aide administrative : le bricolage, ça suffit !** » qui a d'ores et déjà recueilli plus de 11 000 signatures.

La balle est désormais dans le camp du Gouvernement. Le **SE-UNSA**, ainsi que les Directrices et Directeurs engagés à ses côtés, seront très attentifs aux décisions prises, mais surtout à leur application sur le terrain. Pour cela, ces nouveaux emplois devront être fléchés vers l'aide administrative.

Le **SE-UNSA** appelle donc tous les acteurs concernés, maires, élus, familles, enseignants..., à soutenir l'action légitime des Directeurs pour que l'annonce présidentielle se concrétise sans tarder par des recrutements sur tous les emplois vacants. Faute de quoi, le conflit se durcirait.

La précarité de l'aide administrative ne peut durer plus longtemps. Pour le **SE-UNSA**, il devient urgent d'apporter une réponse pérenne aux besoins réels des écoles avec des emplois qualifiés et reconnus. Au-delà, il faut engager une réflexion plus large sur le fonctionnement même des écoles primaires et sur la direction d'école.

.../...

Pouvoir d'achat : En 2007, dans sa Lettre aux éducateurs, Nicolas SARKOZY s'était engagé sur le terrain de la revalorisation en ces termes : « *J'ai bien conscience que votre statut social, votre pouvoir d'achat se sont dégradés au fur et à mesure que votre tâche devenait plus lourde, vos conditions de travail plus éprouvantes. La Nation vous doit une reconnaissance plus grande, de meilleures perspectives de carrière, un meilleur niveau de vie, de meilleures conditions de travail* ».

Il est temps de se rappeler au bon souvenir du « Président du pouvoir d'achat ».

Ainsi, le **SE-UNSA** lance une campagne d'interpellation du Président de la République sous la forme d'un carnet de bons à lui adresser : essence, logement, frais de garde des enfants, équipement professionnel ...

Nous avons des dépenses que nous avons de plus en plus de mal à assumer. Nous exigeons une véritable reconnaissance salariale !